


The background of the page is a faded, light green-tinted photograph of a multi-story building with ornate balconies and a bicycle parked in the foreground on a cobblestone street. The text is overlaid on this image.

NOS PRIORITÉS POUR UNE MÉTROPOLE ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

- Février 2020 -

06 87 40 14 53 - Héléne BRACON 

06 25 64 74 75 - Mathurin GALLICE GENTY 



LES CANDIDAT·E·S - PAGE 4

EDITO - PAGE 5

LE DROIT À VIVRE EN VILLE POUR TOUTES ET TOUS - PAGE 7

- Le blocage des loyers pendant 5 ans
- Le Minimum social garanti

POUR LE CLIMAT ET LA NATURE : UNE MÉTROPOLE VERTE - PAGE 8

- Végétaliser la métropole
- Le plan de rénovation énergétique

LE DROIT À LA MOBILITÉ POUR TOUTES ET TOUS - PAGE 9

- Une métropole 100% cyclable
- La transformation du périphérique et des autoroutes urbaines

UNE ALIMENTATION LOCALE, BIO ET À PRIX ACCESSIBLE - PAGE 11

UNE MÉTROPOLE PAR ET POUR LES HABITANT·E·S - PAGE 12



David BELLARD

Tête de liste à Paris

41 ans // Journaliste économique et président du groupe écologiste au Conseil de Paris.

Sabrina SEBAIHI

Tête de liste à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)

39 ans // Maire adjointe à Ivry et vice-présidente du forum français pour la sécurité urbaine.



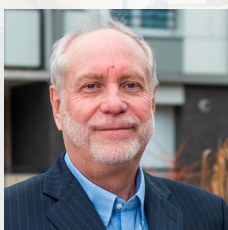
Daniel BREUILLER

67 ans // Vice Président de la Métropole du Grand Paris en charge de la nature en ville, du patrimoine paysager et de l'Agriculture Urbaine.

Pauline RAPILLY FERNIOT

Tête de liste à Boulogne Billancourt (Hauts-de-Seine)

24 ans // chargée de développement durable à la Mairie de Bondy et militante climat.



Christian MÉTAIRIE

Tête de liste à Arceuil (Val-de-Marne)

63 ans // Maire d'Arceuil depuis 2017 et professeur agrégé en retraite,

Claire LAURENCE

Tête de liste Bagnole (Seine-Saint-Denis)

45 ans // Architecte et urbaniste. Investie dans la fondation du BIC (Bagnole Initiatives Citoyennes).



Nous sommes habitant·e·s de Paris et de sa métropole. Nous habitons dans une commune mais souvent nous étudions, travaillons, sortons dans une autre, plus ou moins proche. Nous franchissons les frontières municipales plusieurs fois par jour sans même nous en rendre compte. **Nous vivons nos vies à l'échelle du Grand Paris**, un des territoires où les opportunités artistiques, sportives, entrepreneuriales et scientifiques sont les plus grandes au monde.

Et pourtant, **cette richesse est si mal partagée**. Les inégalités grandissent entre habitant·e·s des communes pauvres et des communes riches. La solidarité territoriale est très insuffisante alors que **les défis qui nous font face** – la crise climatique, la mobilité, le logement, l'accueil des réfugié·e·s, l'emploi, l'accès aux services publics ou la réduction des inégalités – nous concernent toutes et tous. Pour les résoudre, nous devons adopter une vision, une stratégie et des moyens partagés qui dépassent largement l'échelle d'une ville : l'addition des politiques communales ou intercommunales ne suffira pas. **Il nous faut changer d'échelle**. La Métropole du Grand Paris, avec ses 131 communes et ses 7 millions d'habitant·e·s, est LA bonne échelle pour agir. Elle est la promesse de plus de mutualisation, de plus de complémentarité et de plus de cohérence entre les territoires.

Depuis la création de la métropole, **cette belle aventure collective avance au ralenti**, corsetée par un statut inachevé, des ressources indigentes et l'impossibilité de trancher les désaccords sur des sujets majeurs. Nous croyons indispensable **la création d'une métropole porteuse d'une parole politique forte et d'une citoyenneté métropolitaine**. C'est pourquoi, pour l'avenir de la métropole, nous écologistes de toute la métropole, nous portons un ensemble de mesures concrètes, aux services des habitant·e·s.



Le blocage des loyers pendant 5 ans

Le premier des droits est **de pouvoir se loger dignement et à un prix abordable**. A Paris, en petite couronne, et bientôt dans l'ensemble de la métropole, la vie est devenue l'une des plus chère au monde et le logement est la principale dépense des ménages. Les gens vivent de plus en plus loin de leur travail pour essayer de se loger moins cher.

C'est insoutenable à la fois pour la qualité de vie mais aussi d'un point de vue écologique au regard des distances parcourues et du perpétuel étalement urbain. Pour lutter contre la spéculation immobilière et contre le coût de la vie qui explose, nous mettrons en place **un blocage des loyers à l'échelle de la métropole** pour une durée de 5 ans, comme cela existe à Berlin.

Au-delà, nous devons mettre en œuvre **une véritable ceinture anti-spéculative** avec la remise sur le marché des logements vacants, des AirBnB illégaux et le développement d'outils fonciers comme les coopératives d'habitant·e·s et les organismes foncier solidaire.

Le Minimum social garanti

Nous créerons un **Minimum Social Garanti**, sur le modèle de ce qui a été fait par la ville de Grande-Synthe, pour permettre à tous ses habitant·e·s dans le besoin de dépasser le seuil de pauvreté. Cette allocation financière temporaire, complémentaire aux aides existantes, va permettre aux plus démun·e·s de « sortir la tête de l'eau » et se rendre disponible pour une insertion sociale et professionnelle.

Au-delà, il faut favoriser l'essor de l'économie et de l'urbanisme de proximité pour passer de l'idée nécessaire mais insuffisante de redistribution à la **répartition juste et équilibrée de la production des richesses**, notamment via le développement du secteur coopératif et de l'économie sociale et solidaire.

Végétaliser la métropole

Face aux dérèglements climatiques, notre métropole est fragile et vulnérable, car elle n'a pas anticipé les changements qui vont survenir. Nous payons aujourd'hui très durement une vision urbaine qui glorifie la figure du maire bâtisseur, qui bétonne et construit sur chaque parcelle disponible. Nous voulons sortir de ce modèle qui pense la ville comme un geste de domination face à la nature et qui conduit à l'effondrement de la biodiversité, la dégradation de notre santé et de notre qualité de vie.

Pour cela nous créerons **des grands parcs métropolitains et des continuités de nature, d'eau et de terre qui relient entre eux les poumons verts de la métropole**. Chaque nouvel aménagement immobilier devra comporter **un objectif d'augmentation globale en mètres carrés d'espaces verts** et de débitumisation quand cela est nécessaire, avec un minimum 30% de pleine terre.

Le plan de rénovation énergétique

Nous engagerons **un vaste plan de rénovation énergétique et phonique des logements pour faire baisser les émissions de CO2, les factures d'électricité et le bruit**. Nos immeubles deviennent de vraies fournaies en période de canicules et de véritables passoires en période de froid, les rendant parfois invivables. Mieux isoler nos bâtiments est **une urgence écologique mais aussi sociale**.

Ce plan sera dirigé en priorité vers celles et ceux qui en ont le plus besoin, notamment dans le parc de logements sociaux et de logements très vétustes. Il sera accompagné par **une production d'énergie locale, renouvelable et citoyenne** afin que la métropole joue son rôle d'accélérateur de la transition énergétique.

Une métropole 100% cyclable

Faire une métropole 100% cyclable c'est **faire du « Vélopolitain » une priorité en déployant des pistes cyclables bidirectionnelles**, permettant aux cyclistes de se déplacer rapidement de part et d'autre de la métropole, en toute sécurité car séparé·e·s du reste de la route par de la végétation lorsque cela est possible ou par des bandes surélevées.

Ce réseau bénéficiera également à la livraison en vélo cargo. Il sera appuyé par la création d'**ateliers de réparation de vélos** et de **nombreux stationnements et box sécurisés**, en particulier dans les lieux de fort passage comme les gares.

La transformation du périphérique et des autoroutes urbaines

La Métropole du Grand Paris doit répondre à une urgence sanitaire et climatique. Selon le rapport d'Airparif de mars 2018, les seuils réglementaires et les recommandations de l'OMS en matière de qualité de l'air sont trop régulièrement dépassés. L'agence Santé Publique France estime que 6 600 décès prématurés par an pourraient être évités sur le territoire de la Métropole.

Face à cette situation, **nous accélérerons en urgence le calendrier de « zone à faible émission » (ZFE)** sur l'ensemble du territoire de la métropole afin d'en réserver l'accès aux véhicules les moins polluants.

Cela passe par **la transformation du périphérique et des autoroutes urbaines en boulevards urbains végétalisés**. Pour se faire, la qualité et la fiabilité des transports en commun devront être revu à la hausse et le covoiturage sur les trajets domiciles-travail favorisés pour en finir avec l'autosollisme.

La frontière circulaire qu'est aujourd'hui le boulevard périphérique ne peut plus rester une infrastructure uniquement dédiée à la circulation automobile, source de nuisances et de pollutions. Nous le transformerons en boulevard urbain, aménager de lieux de vie qui seront autant de futures coutures urbaines et d'espaces de bien-être dans une métropole résiliente.

Ces nouveaux quartiers seront imaginés, portés et gérés en concertation avec les habitant·e·s des villes limitrophes. Pour garantir un projet de qualité et offrir toutes ses chances à l'avenir, il est donc urgent de préserver dès maintenant les abords du périphérique, d'arrêter de les construire.

UNE ALIMENTATION LOCALE, BIO ET À PRIX ACCESSIBLE

Alimentation, santé publique et environnement sont étroitement liés. **Bien manger, c'est bien vivre et en bonne santé.** C'est aussi défendre une agriculture plus respectueuse de l'environnement, des humains et des animaux.

Dans cette perspective volontariste, nous défendrons **une métropole des circuits courts et de la transition alimentaire** avec un accès facilité aux fruits, légumes frais et produits de qualité, locaux et bios, respectueux du bien-être animal.

Les politiques métropolitaines à destination des 7 millions d'habitant·e·s doivent servir de **levier pour accélérer la transition agricole de l'Île-de-France.** Rien qu'à l'échelle de Paris, ce sont 25 millions de repas qui sont servis chaque année entre les caisses des écoles, les EHPAD, les restaurants de la ville, etc.

Nous proposerons un plan global pour les marchés publics passés entre les Villes de la Métropole et les différents prestataires. **La commande publique sera concentrée sur le bio, le local** et sur les agriculteur·trice·s qui passent d'une agriculture conventionnelle à une agriculture bio, tout en améliorant leurs conditions de travail et **le bien-être animal.**

UNE MÉTROPOLE PAR ET POUR LES HABITANT·E·S

Nous devons mettre **fin aux grands projets inutiles** comme EuropaCity, l'incinérateur d'Ivry, le CDG Express, etc. Les projets d'envergure métropolitaine dont les impacts sur notre environnement, notre quotidien ou encore les finances publiques et qui sont lourds de conséquences doivent recueillir un large soutien de la population.

Des jurys citoyens seront constitués et associés à chaque projet d'aménagement stratégique, dès l'origine et durant toute la conception, avec des moyens dédiés pour qu'ils puissent réellement travailler sur le projet. Le conseil de développement qui remplit une fonction consultative auprès du Bureau et du Conseil de la Métropole du Grand Paris, concernant les principales orientations de celle-ci, comprendra **50% de membres tirés au sort de manière paritaire**, sur la base du volontariat, parmi les citoyen·ne·s de la métropole.

Enfin, pour une démocratie plus directe nous proposerons que l'élection des élu·e·s de la métropole se fasse au suffrage universel direct pour que les citoyen·ne·s puissent avoir le choix de leurs futurs élu·e·s.